



BOTSWANA

Le marché du diamant s'effondre,
l'économie du pays en péril

CAN 2025

Bassirou Diomaye Faye couvre
d'honneurs les Lions champions
d'Afrique, 3,5 milliards de Fcfa et 68 000
m² de terrains offerts aux héros de Rabat

BURKINA FASO – TOGO

L'extradition de Paul-Henri Sandaogo
Damiba, symbole d'un resserrement
régional inédit

NORD DU NIGERIA

Des attaques d'églises à Kaduna
ravivent les tensions sécuritaires et
religieuses

**ROBERT BEUGRÉ MAMBÉ RECONDUIT À LA
PRIMATURE POUR ASSURER LA STABILITÉ ET LA
CONTINUITÉ**

Table des matières

03 EDITO

04 POLITIQUE

Plongez au cœur des dynamiques politiques du continent : entre alternances contestées, réformes institutionnelles et stratégies de pouvoir, un panorama lucide des enjeux du moment.

10 ÉCONOMIE

Décryptage des tendances économiques qui façonnent l'Afrique d'aujourd'hui — croissance, innovation, dette et nouveaux partenariats au menu de cette section essentielle.

15 SOCIÉTÉ

Regards croisés sur les mutations sociales, culturelles et générationnelles d'une Afrique en mouvement — entre traditions, modernité et nouveaux récits.

Edito

Chaque numéro d'Hamaniè est une invitation à comprendre notre monde autrement. À prendre le temps de lire, de réfléchir, d'analyser — loin du vacarme et des réactions instantanées. Dans un contexte où l'information circule à une vitesse folle, Hamaniè choisit de ralentir pour mieux voir, mieux dire, mieux comprendre.

Notre ambition est simple : éclairer sans juger, informer sans distraire, relier sans diviser. À travers nos enquêtes, analyses et portraits, nous cherchons à donner sens à l'actualité, à valoriser les idées neuves, et à mettre en avant celles et ceux qui bâtissent l'Afrique d'aujourd'hui et de demain.

Ce numéro s'inscrit dans cette même exigence : celle de la rigueur, de la curiosité et du dialogue. Que vous soyez lecteur fidèle ou nouvel arrivant dans la communauté Hamaniè, nous espérons que ces pages nourriront votre réflexion autant qu'elles ont nourri notre passion à les concevoir.

Bienvenue dans Hamaniè — là où l'information reprend tout son sens.

Emmanuel MIAN

Dr Emmanuel MIAN
Fondateur & CEO
Mian Media



POLITIQUE

HAMANIÈ
N°83



01 CÔTE D'IVOIRE

Robert Beugré Mambé reconduit à la Primature pour assurer la stabilité et la continuité

03 BURKINA FASO – TOGO

L'extradition de Paul-Henri Sandaogo Damiba, symbole d'un resserrement régional inédit

02 ÉTATS-UNIS -AFRIQUE

Trump durcit le ton, les visas américains gelés pour 26 États africains

04 NORD DU NIGERIA

Des attaques d'églises à Kaduna ravivent les tensions sécuritaires et religieuses



CÔTE D'IVOIRE : ROBERT BEUGRÉ MAMBÉ RECONDUIT À LA PRIMATURE POUR ASSURER LA STABILITÉ ET LA CONTINUITÉ

Par un décret présidentiel signé ce mercredi 21 janvier 2026, le président de la République de Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara, a reconduit Robert Beugré Mambé à la tête du gouvernement ivoirien, réaffirmant ainsi sa confiance en l'un des principaux artisans de sa politique depuis près de trois ans.

La décision, communiquée officiellement au Palais présidentiel d'Abidjan-Plateau par Masséré Touré Koné, secrétaire générale de la présidence, met fin à une période d'incertitude politique ouverte début janvier lorsque le gouvernement sortant avait démissionné dans son ensemble.

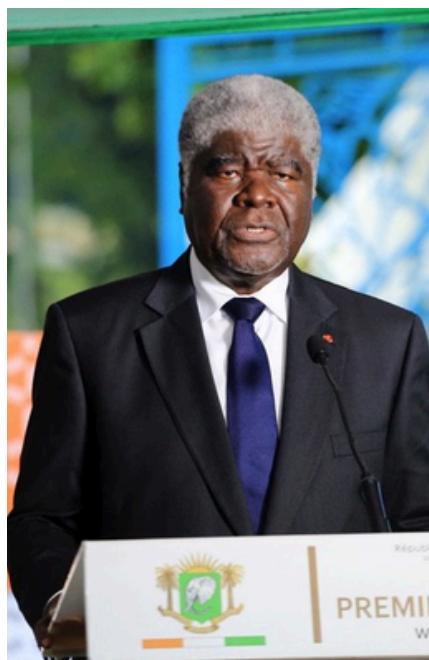
Continuité et stabilité après la démission du gouvernement

Cette reconduction intervient deux semaines après la démission collective du gouvernement, acceptée par le chef de l'État. La démission avait fait suite aux élections législatives du 27 décembre 2025, au cours desquelles plusieurs membres de l'exécutif avaient été élus députés, une situation constitutionnellement incompatible avec l'exercice de fonctions ministérielles.

Dans son allocution, Masséré Touré Koné a souligné que le président Ouattara souhaitait assurer une « continuité de l'action gouvernementale » tout en préparant la mise en place d'une nouvelle équipe efficace.

Un homme d'expérience au cœur de l'exécutif

Robert Beugré Mambé, en poste depuis octobre 2023, est une figure politique et administrative bien



connue en Côte d'Ivoire. Ingénieur de formation et ancien gouverneur du District autonome d'Abidjan, il a occupé diverses responsabilités dans l'administration publique avant d'être appelé à diriger le gouvernement.

Sa reconduction illustre la volonté du chef de l'État de consolider la stabilité politique après un cycle électoral intense, tout en s'appuyant sur un dirigeant jugé capable de conduire les grandes politiques publiques et de piloter les priorités gouvernementales.

Objectifs et perspectives pour le nouveau gouvernement

Dans le décret de nomination, le président a chargé Robert Beugré Mambé de former une nouvelle équipe gouvernementale « dans les meilleurs délais », un signal fort envoyé aux différentes forces politiques et administratives du pays quant au lancement d'un nouveau cycle de gouvernance.

Cette étape intervient alors que la Côte d'Ivoire s'engage dans des projets ambitieux pour son développement économique et social, notamment à travers l'élaboration du Plan national de développement 2026-2030, qui vise une croissance inclusive et durable.

Une reconduction stratégique face aux enjeux nationaux

Pour de nombreux observateurs, la confirmation de Robert Beugré Mambé à la Primature traduit une stratégie de continuité et de consolidation politique, essentielle pour accompagner la mise en œuvre des réformes prioritaires et relever les défis économiques et sociaux du pays.

Alors que la nouvelle équipe gouvernementale se prépare à être dévoilée, les Ivoiriens et les partenaires internationaux du pays suivent de près l'évolution de la scène politique, marquée par une volonté affichée de renforcer la cohésion nationale et d'accélérer le développement.



Les États-Unis ont annoncé la suspension de toutes les demandes de visas d'immigration permanente à destination de 75 pays, dont 26 États africains. Cette mesure, qui entre en vigueur à compter de ce mercredi 21 janvier, s'inscrit dans le cadre du durcissement de la politique migratoire voulu par le président Donald Trump. Parmi les pays africains concernés figurent notamment la Côte d'Ivoire, le Cameroun et le Sénégal.



Contrairement aux visas touristiques ou de courte durée, cette décision vise les visas dits « longs », permettant l'installation durable sur le sol américain, notamment dans le cadre du regroupement familial ou de l'accès à l'emploi.

Selon les autorités américaines, ce gel temporaire a pour objectif de laisser le temps à l'administration de procéder à une révision approfondie du processus d'attribution des titres de séjour permanents. Dans un communiqué publié le 7 janvier, le Département d'État affirme que les ressortissants de plusieurs pays concernés, déjà installés aux États-Unis, bénéficient d'aides sociales à des niveaux jugés « inacceptables ».

Pour Donald Trump, les immigrants doivent impérativement être financièrement autonomes et ne pas représenter une charge pour les contribuables américains. Dans cette optique, son administration a lancé une refonte complète de l'Immigration and Nationality Act, le texte fondamental qui encadre les conditions d'obtention des visas d'immigration.

Des critères d'éligibilité appelés à se durcir

Sur son site officiel, le Département d'État précise que cette réforme vise à s'assurer que « les immigrants issus de pays à haut risque ne dépendent pas de l'aide sociale aux États-Unis ». Les critères d'attribution des visas pourraient ainsi être renforcés : au-delà des ressources financières, l'âge des candidats et leur état de santé pourraient désormais entrer en ligne de compte dans l'examen des dossiers.

ÉTATS-UNIS - AFRIQUE : TRUMP DURCIT LE TON, LES VISAS AMÉRICAINE GELÉS POUR 26 ÉTATS AFRICAINS

L'administration assure également vouloir mettre fin à ce qu'elle considère comme une exploitation de la « générosité du peuple américain ».

Fin novembre 2025, Donald Trump avait déjà annoncé son intention de durcir radicalement la politique migratoire des États-Unis. Dans un message publié sur la plateforme Truth Social, il déclarait vouloir « suspendre définitivement l'immigration en provenance de tous les pays du tiers-monde » afin de permettre au système migratoire américain de « se rétablir complètement », évoquant la possible annulation de « millions » d'admissions accordées sous la présidence de Joe Biden.

Depuis son retour au pouvoir, le Département d'État affirme avoir révoqué plus de 100 000 visas, selon une déclaration publiée le lundi 12 janvier 2026. De son côté, le ministère de la Sécurité intérieure révélait qu'en décembre 2025, plus de 605 000 personnes avaient été expulsées, tandis que 2,5 millions d'autres auraient quitté le territoire américain de leur propre initiative.

BURKINA FASO - TOGO : L'EXTRADITION DE PAUL-HENRI SANDAOGO DAMIBA, SYMBOLE D'UN RESSERREMENT RÉGIONAL INÉDIT



L'extradition vers le Burkina Faso de l'ancien président de transition Paul-Henri Sandaogo Damiba marque un tournant majeur dans les relations judiciaires et sécuritaires entre Ouagadougou et Lomé. Longtemps réfugié au Togo après sa chute du pouvoir en septembre 2022, l'ex-lieutenant-colonel a été remis aux autorités burkinabè à la mi-janvier, dans un contexte régional marqué par de fortes tensions politiques et une volonté affichée de lutte contre l'impunité.

Interpellé à Lomé le samedi 16 janvier, Paul-Henri Sandaogo Damiba faisait l'objet d'un mandat d'arrêt émis par la justice burkinabè, accompagné d'une demande officielle d'extradition transmise par Ouagadougou quelques jours plus tôt. Selon les autorités togolaises, la procédure s'est déroulée dans le strict respect des mécanismes de coopération pénale internationale. La Cour d'appel de Lomé a rendu un avis favorable à la requête, ouvrant la voie à une extradition rapide.

L'ancien chef de l'État burkinabè a été officiellement remis aux autorités de son pays le 17 janvier. Cette décision a été confirmée par le ministre togolais de la Justice, Pacôme Adjourové, qui a précisé que l'extradition avait été accordée après

réception de garanties formelles du Burkina Faso. Celles-ci concernaient notamment le respect de l'intégrité physique de M. Damiba et son droit à un procès équitable. Les autorités togolaises ont également souligné que, malgré la récente réintroduction de la peine de mort au Burkina Faso pour certains crimes graves, celle-ci ne serait pas appliquée dans le cadre de cette procédure.

À Ouagadougou, l'extradition a été accueillie favorablement par les autorités de transition. Dans un communiqué officiel, le ministre burkinabè de la Justice, Edasso Rodrigue Bayala, a salué l'attitude des autorités togolaises, mettant en

avant un « respect exemplaire » des règles de coopération judiciaire. Pour le pouvoir burkinabè, cette remise constitue un signal fort adressé à tous les acteurs soupçonnés de menacer la stabilité politique du pays : aucune protection extérieure ne serait désormais garantie.

Sur le plan judiciaire, Paul-Henri Sandaogo Damiba devra répondre de multiples chefs d'accusation. Les poursuites évoquées sont lourdes : détournement criminel de fonds publics, enrichissement illicite, corruption, blanchiment de capitaux, recel aggravé, ainsi qu'incitation à la commission de crimes et de délits.



Les autorités burkinabè le soupçonnent également d'avoir joué un rôle central dans plusieurs projets de déstabilisation visant à renverser le régime actuellement en place, dans un climat politique toujours marqué par l'instabilité et les menaces sécuritaires.

Au-delà du seul cas Damiba, cette affaire met en lumière les nouvelles dynamiques de coopération entre États ouest-africains, à l'heure où plusieurs pays de la région sont dirigés par des régimes de transition issus de coups d'État militaires.

Elle illustre également une volonté croissante de coordination sécuritaire face aux défis communs, notamment les tentatives de déstabilisation interne et la circulation transfrontalière d'acteurs politiques ou militaires en exil.

Pour de nombreux observateurs, cette extradition pourrait faire jurisprudence et servir de référence dans d'autres dossiers impliquant d'anciens dirigeants militaires réfugiés à l'étranger. Elle traduit, en creux, une évolution des rapports de force régionaux, où la solidarité entre

États tend à primer sur les logiques d'asile politique tacite qui ont longtemps prévalu en Afrique de l'Ouest.

Dans un contexte régional fragile, l'affaire Damiba apparaît ainsi comme un test majeur pour la crédibilité des engagements judiciaires et sécuritaires pris par les États ouest-africains, mais aussi comme un indicateur de la volonté réelle des pouvoirs en place de rompre avec les pratiques d'impunité du passé.

NORD DU NIGERIA : DES ATTAQUES D'ÉGLISES À KADUNA RAVIVENT LES TENSIONS SÉCURITAIRES ET RELIGIEUSES

Le nord du Nigeria a de nouveau été plongé dans l'incertitude après une série d'attaques visant des églises dans l'État de Kaduna, dimanche 18 janvier. Selon des responsables religieux et des sources locales, plus de 160 fidèles chrétiens auraient été enlevés alors qu'ils participaient aux offices dominicaux. Des affirmations vigoureusement contestées par les autorités policières et administratives, alimentant une controverse qui illustre les profondes fractures sécuritaires et institutionnelles de la région.

Les attaques auraient eu lieu dans le village de Kurmin Wali, situé dans le district de Kajuru, une zone à majorité chrétienne régulièrement ciblée par des groupes armés. D'après plusieurs témoignages recueillis localement, des hommes lourdement armés auraient fait irruption simultanément dans au moins deux, voire trois églises, en pleine messe. Les assaillants auraient encerclé les lieux de culte avant de forcer les fidèles à les suivre vers la brousse environnante.

Le révérend Joseph Hayab, président de l'Association chrétienne du Nigeria pour le nord du pays, affirme que 172 personnes auraient initialement été capturées.



Neuf d'entre elles auraient réussi à s'échapper peu après l'attaque, laissant 163 fidèles toujours aux mains des ravisseurs. Ces informations sont partiellement corroborées par un rapport de sécurité des Nations unies consulté par l'AFP, qui évoque l'enlèvement de « plus de 100 fidèles » par des groupes qualifiés de « bandits armés ».

Le chef traditionnel de la localité, Ishaku Dan'azumi, avance pour sa part un bilan encore plus lourd, faisant état de 166 personnes enlevées dans trois églises distinctes. Il accuse ouvertement les autorités de minimiser l'ampleur de la situation.

« Seuls les responsables politiques nient l'enlèvement de notre population », déclare-t-il, rappelant que la région vit depuis des années sous la menace permanente de groupes armés.

Selon lui, la population locale a souvent été contrainte de gérer seule les crises sécuritaires, négociant directement avec les ravisseurs lors d'enlèvements précédents et payant elle-même les rançons, sans réelle implication des forces de sécurité. « Quand il s'agit de dix ou vingt personnes, nous parvenons à nous organiser. Mais cette fois, le nombre est trop élevé », confie-t-il,

soulignant l'ampleur inédite de l'attaque.

Face à ces accusations, les autorités de l'État de Kaduna opposent un démenti catégorique. Le commissaire de police, Muhammad Rabiu, a déclaré qu'aucune attaque ni enlèvement n'avaient été officiellement confirmés. Selon lui, les forces de sécurité se sont rendues sur les lieux cités, sans constater les faits rapportés par les responsables religieux et communautaires. Le commissaire à la Sécurité intérieure de l'État, Sule Shaibu, a également rejeté ces récits, les qualifiant de « totalement faux » et affirmant qu'aucun élément matériel ne venait les étayer.

Cette divergence profonde entre les versions officielles et les témoignages locaux accentue le climat de méfiance dans une région déjà fragilisée par une insécurité chronique. Le nord et le centre du Nigeria sont en effet régulièrement frappés par des enlèvements de masse, principalement perpétrés par des gangs criminels surnommés localement des « bandits ». Motivées avant tout par l'obtention de rançons, ces actions ont progressivement donné naissance à une véritable économie parallèle, malgré leur interdiction formelle par l'État nigérian.

Selon le cabinet SBM Intelligence, basé à Lagos, les enlèvements auraient généré environ 1,66 million de dollars entre juillet 2024 et juin 2025. La multiplication de ces violences ravive les inquiétudes dans un pays déjà profondément divisé sur les plans religieux et régional, avec un nord majoritairement musulman et un sud à dominante chrétienne.



Fin novembre, après une série d'enlèvements spectaculaires, dont celui de plus de 300 élèves et enseignants d'une école catholique, le président Bola Ahmed Tinubu avait décrété l'état d'urgence sécuritaire. Il avait annoncé un renforcement massif des effectifs de police et de l'armée, ainsi qu'une intensification des opérations contre les groupes armés. Des mesures dont l'efficacité reste cependant contestée par de nombreux habitants des zones rurales, qui continuent de dénoncer l'absence de protection effective.

La crise a également pris une dimension internationale. Le jour de Noël, des frappes américaines ont été menées dans l'État de Sokoto. L'ancien président américain Donald Trump avait alors accusé des groupes armés nigérians de mener un « génocide » contre les chrétiens. Des accusations fermement rejetées par le gouvernement nigérian et par plusieurs analystes indépendants, qui estiment que ces violences relèvent

avant tout d'une criminalité opportuniste exploitant les failles persistantes du système sécuritaire, plutôt que d'une persécution religieuse systématique et organisée.

À Kaduna, l'incertitude demeure. En l'absence de confirmation officielle, les familles des fidèles portés disparus oscillent entre espoir et inquiétude, tandis que les autorités religieuses et communautaires appellent à une réponse sécuritaire crédible et transparente. Une exigence devenue cruciale dans un pays où l'insécurité continue de fragiliser le tissu social et d'alimenter les tensions intercommunautaires.

ECONOMIE

HAMANIÈ
N°83



01 LIBYE

Le gouvernement et ses partenaires engagent 3 milliards de dollars pour moderniser le port stratégique de Misrata

02 BOTSWANA

Le marché du diamant s'effondre, l'économie du pays en péril

Libye : Le gouvernement et ses partenaires engagent 3 milliards de dollars pour moderniser le port stratégique de Misrata

La Libye franchit une étape majeure dans sa stratégie de diversification économique. Dimanche 18 janvier, un accord de partenariat public-privé d'une ampleur inédite a été conclu à Misrata pour la modernisation et l'extension du principal port non pétrolier du pays. Le projet mobilise un investissement total de près de 3 milliards de dollars, porté conjointement par un fonds d'infrastructures qatari et le géant italo-suisse du transport maritime MSC.



Signé en présence du chef du gouvernement libyen Abdelhamid Dbeibah, du Premier ministre qatari Mohammed ben Abderrahmane Al-Thani et du vice-Premier ministre italien Antonio Tajani, l'accord illustre la volonté de Tripoli d'attirer des capitaux étrangers dans des secteurs stratégiques hors hydrocarbures.

Un projet structurant pour le commerce libyen

Le partenariat prévoit l'extension du terminal portuaire de Misrata pour un investissement estimé à 2,7 milliards de dollars, avec pour objectif de porter sa capacité annuelle à 4 millions de conteneurs. Déjà principal hub du pays, le port concentre entre 60 et 65 % du trafic conteneurisé libyen. Le projet réunit l'Autorité de la zone franche de Misrata, le fonds qatari Maha Capital Partners et Terminal Investment Limited, filiale du groupe MSC, avec l'ambition de faire de Misrata une plateforme portuaire moderne et compétitive à l'échelle méditerranéenne.

Selon les autorités libyennes, il s'agit du premier projet d'infrastructure majeur réalisé en partenariat public-privé en dehors du secteur énergétique. Le Premier ministre Abdelhamid Dbeibah a insisté sur le fait que l'opération repose sur des investissements directs étrangers, sans peser sur le budget de l'État, un argument clé dans un pays confronté à de fortes contraintes financières.

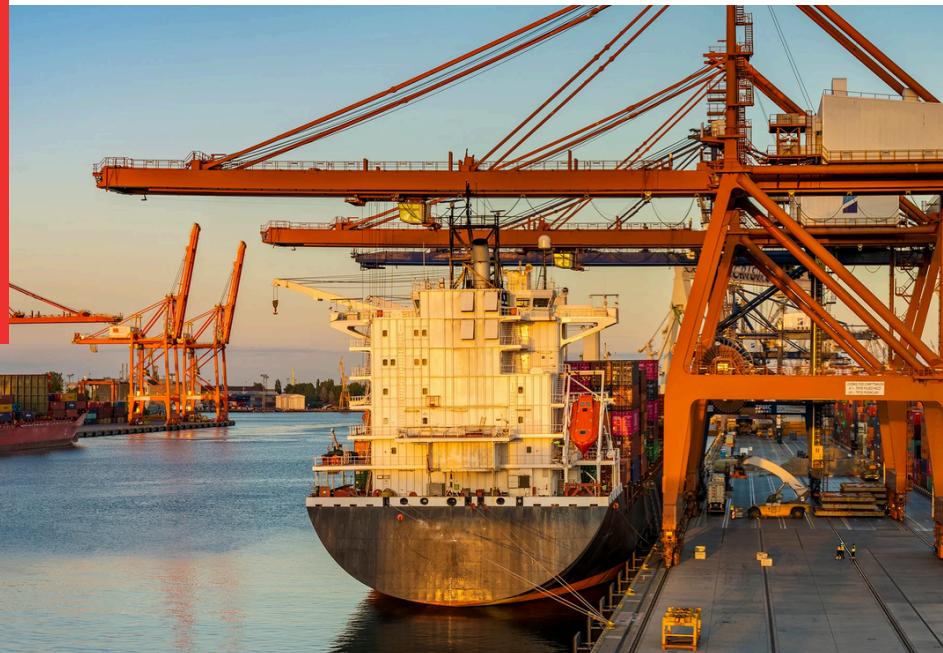
À terme, le terminal modernisé devrait générer environ 600 millions de dollars de recettes d'exploitation annuelles. Les retombées sociales sont également mises en avant, avec la création annoncée de 8 400 emplois directs et plus de 62 000 emplois indirects.

Un pari économique dans un contexte politique fragile

Ce projet d'envergure voit le jour dans un pays encore marqué par plus d'une décennie d'instabilité politique et sécuritaire. La Libye reste divisée entre l'ouest, où siège le gouvernement de Tripoli, et l'est, sous l'influence du maréchal Khalifa Haftar. Misrata, ville natale du Premier ministre Dbeibah, apparaît ainsi comme un pilier de la stratégie de reconstruction économique du gouvernement.

La zone franche de Misrata, créée en 2000 et couvrant aujourd'hui 2 576 hectares avec un potentiel d'extension jusqu'à 20 000 hectares, constitue un levier central de cette ambition. Pour son président, Muhsen Sigutri, la modernisation du port permettra de positionner la Libye comme un acteur crédible des chaînes d'approvisionnement régionales et mondiales.

À travers ce projet, Tripoli affiche clairement son intention de faire du secteur logistique et portuaire un moteur de croissance durable, capable de réduire la dépendance du pays aux revenus pétroliers et de renforcer son intégration économique internationale.



Botswana : Le marché du diamant s'effondre, l'économie du pays en péril

Pendant des décennies, le diamant a été pour le Botswana bien plus qu'une ressource minière : un moteur de développement, un stabilisateur budgétaire et un symbole de réussite économique en Afrique australe.

Aujourd'hui, ce pilier vacille. L'accumulation de diamants invendus, révélée par la stratégie budgétaire 2026-2027 du gouvernement, met en lumière une fragilité structurelle longtemps masquée par la prospérité du secteur.

Avec près de 12 millions de carats stockés fin 2025, presque le double du seuil autorisé, le Botswana se retrouve confronté à un paradoxe inquiétant : produire abondamment une richesse que le marché mondial n'absorbe plus. Cette situation ne relève pas d'un simple ralentissement conjoncturel, mais d'un changement profond dans l'équilibre de l'industrie diamantaire.

Une dépendance devenue vulnérabilité

Deuxième producteur mondial après la Russie, le Botswana tire environ un tiers de son produit intérieur brut de l'extraction de diamants. Cette dépendance, longtemps perçue comme un avantage comparatif, devient aujourd'hui un facteur de vulnérabilité économique. Faute de débouchés suffisants, la production devrait rester stable, non par stratégie, mais par contrainte : les stocks sont trop élevés pour justifier une extraction supplémentaire.

Le choc est d'autant plus brutal que les principaux marchés, notamment les États-Unis et la Chine se détournent progressivement des diamants naturels. Les consommateurs privilégient de plus en plus les pierres de synthèse, moins onéreuses et perçues comme plus éthiques, obligeant les détaillants à réduire leurs commandes de diamants bruts.

Des prix en chute libre et des finances sous pression

La baisse attendue du prix du diamant brut illustre cette perte de dynamisme : autour de 99 dollars le carat, contre près de 129 dollars l'année précédente. À ce recul s'ajoutent les menaces extérieures, notamment les droits de douane américains de 15 % et ceux, potentiellement plus élevés, sur des marchés clés comme l'Inde. Autant de facteurs qui rognent les marges et compromettent les recettes futures.

Conséquence directe : les revenus miniers du Botswana s'effondrent. Pour l'exercice 2025-2026, ils sont estimés à 10,3 milliards de pulas, très loin de la moyenne historique de plus de 25 milliards. Le ministère des Finances ne cache pas son pessimisme, évoquant un déficit susceptible de s'inscrire durablement dans le paysage économique du pays.

Une crise aux effets macroéconomiques durables

Au-delà du secteur minier, c'est l'ensemble de l'économie botswanaise qui vacille. Après une contraction de 3 % l'an dernier

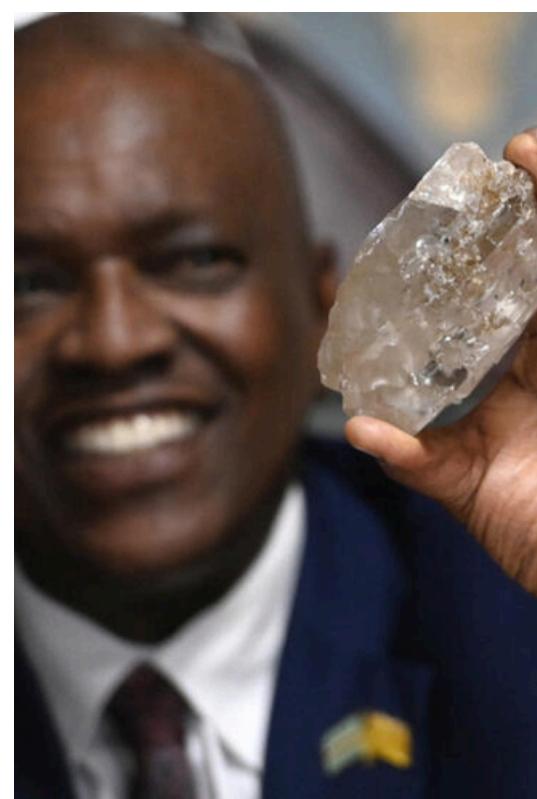
dernier, une nouvelle baisse proche de 1 % est attendue en 2025. La diminution des réserves de change et de l'épargne publique réduit la capacité de l'État à amortir le choc, limitant ses marges de manœuvre budgétaires et monétaires.

Pour un pays dont 70 % du territoire est désertique et qui a bâti son ascension économique sur l'exploitation de ses ressources minières depuis les années 1960, le défi est existentiel. La crise actuelle pose une question centrale : comment réinventer un modèle de croissance trop étroitement lié à un produit dont la valeur et l'attractivité ne sont plus garanties ?

Un tournant stratégique en vue

Dans ce contexte incertain, le Botswana s'intéresse de près à l'avenir de De Beers, le géant mondial du diamant, alors qu'Anglo American se retire du capital. Cette possible prise de participation traduit une volonté de peser davantage sur la chaîne de valeur et de reprendre la main sur un secteur clé.

Mais cette stratégie suffira-t-elle à compenser la transformation rapide du marché mondial du diamant ?



À mesure que les pierres artificielles gagnent du terrain et que la demande se fragmente, le Botswana est confronté à une réalité implacable : même les ressources les plus précieuses peuvent perdre leur éclat si l'économie qui les porte ne se diversifie pas à temps.



En savoir plus : infos@athari-as.com

+2250759956898 / infos@athari-as.com

Côte d'Ivoire, Abidjan, Cocody, Angré Nouveau CHU



01 CAN 2025

Bassirou Diomaye Faye couvre d'honneurs les Lions champions d'Afrique, 3,5 milliards de Fcfa et 68 000 m² de terrains offerts aux héros de Rabat

02 MAURITANIE

Inquiétude au large de Nouakchott, sept militaires disparaissent lors d'une opération de sauvetage en mer

03 DÉLUGE MEURTRIER AU MOZAMBIQUE

Plus de 100 morts enregistrés, la crise humanitaire s'intensifie

CAN 2025 : Bassirou Diomaye Faye couvre d'honneurs les Lions champions d'Afrique, 3,5 milliards de Fcfa et 68 000 m² de terrains offerts aux héros de Rabat



« À tout seigneur, tout honneur ». L'adage a pris tout son sens ce mardi au Palais de la République, où le Président Bassirou Diomaye Faye a reçu l'équipe nationale du Sénégal, sacrée championne d'Afrique à l'issue de la CAN 2025 disputée au Maroc. Une cérémonie solennelle et historique, marquée par des distinctions honorifiques et des récompenses matérielles inédites, à la hauteur de l'exploit réalisé par les hommes de Pape Bouna Thiaw.

Des récompenses sans précédent pour les Lions

En reconnaissance de leur sacre continental, le chef de l'État, au nom du peuple sénégalais, a octroyé à l'ensemble des Lions de la Téranga une enveloppe globale de 3,5 milliards de francs CFA ainsi que 68 000 m² de terrains.

Concrètement, chaque joueur a reçu une prime individuelle de 75 millions FCFA et un terrain de 1 500 m² situé sur la Petite Côte, une récompense exceptionnelle et jamais égalée dans l'histoire du sport sénégalais.

Ce geste fort vient saluer le parcours remarquable d'une équipe qui a dominé la compétition de bout en bout, offrant au Sénégal son deuxième titre continental et consolidant sa place parmi les grandes nations du football africain.

Encadrement technique, fédéraux et ministère également honorés

Le Président de la République n'a pas limité sa reconnaissance aux seuls joueurs. L'encadrement technique et les membres de la Fédération sénégalaise de football (FSF) ont chacun reçu 50 millions FCFA et un terrain de 1 000 m² sur la Petite Côte. De leur côté, les membres du ministère des Sports ont bénéficié d'une récompense de 20 millions FCFA accompagnée d'un terrain de 500 m², soulignant l'importance du travail collectif dans ce succès national.



Distinctions honorifiques : la Nation reconnaissante

Au-delà des récompenses matérielles, la cérémonie a été marquée par une forte charge symbolique avec la remise de décorations dans l'Ordre national du Lion. Le sélectionneur national, Pape Bouna Thiaw, a été élevé au grade de Commandeur, distinction qui récompense son rôle déterminant dans ce sacre historique. Les joueurs ayant remporté deux Coupes d'Afrique des Nations — notamment Sadio Mané, Kalidou Koulibaly, Idrissa Gana Gueye, Édouard Mendy, ainsi que le sélectionneur — ont également été décorés au grade de Commandeur. Les Lions sacrés pour la première fois ont, quant à eux, été élevés au grade d'Officier dans l'Ordre national du Lion.

Le président de la FSF, Abdoulaye Fall, a été distingué au rang de Grand Officier, la plus haute dignité décernée lors de cette cérémonie.

Une communion populaire mémorable

Après cette reconnaissance nationale, les champions d'Afrique ont communiqué avec le peuple sénégalais lors d'une grande parade dans les rues de Dakar. Pendant près de huit heures, une foule immense a accompagné le cortège, célébrant avec ferveur un triomphe qui restera gravé dans la mémoire collective.

À travers cet hommage exceptionnel, le Président Bassirou Diomaye Faye inscrit son action dans une volonté claire de valoriser l'excellence, l'effort et la réussite, tout en rendant au football sénégalais la place d'honneur qu'il mérite. Un moment historique, symbole d'une nation fière de ses héros.

Mauritanie : Inquiétude au large de Nouakchott, sept militaires disparaissent lors d'une opération de sauvetage en mer



Une vive inquiétude règne en ce moment au sein des forces armées mauritanienes après la disparition de sept militaires engagés dans une mission de secours en mer, au large de Nouakchott. Les marins n'ont plus donné signe de vie depuis la nuit de mardi à mercredi, alors qu'ils participaient à une opération visant à assister une vedette de la marine nationale en difficulté.

Selon un communiqué du ministère de la Défense, l'embarcation à bord de laquelle se trouvaient les sept militaires intervenait pour secourir une vedette immobilisée par des filets de pêche, dans une zone située à environ 30 miles nautiques au nord du port de l'Amitié. Le dernier contact radio avec l'équipage a été établi mardi aux alentours de 23 heures, avant que toute communication ne soit brutalement interrompue.

Face à cette situation, les autorités militaires ont immédiatement déclenché un vaste dispositif de recherche. Des moyens navals et aériens ont été mobilisés afin de tenter de localiser l'embarcation disparue. Les opérations se poursuivaient encore jeudi, sans qu'aucune information officielle ne fasse état d'une avancée significative.

La présence de filets de pêche abandonnés en mer constitue un danger récurrent au large des côtes mauritanienes. Ces engins, souvent laissés à la dérive, représentent à la fois une menace pour la navigation et une source majeure de pollution marine. Il n'est pas rare qu'ils s'enroulent autour des hélices des bateaux, les immobilisant et contrignant leurs équipages à lancer des appels de détresse.

Dans le cas présent, la vedette de la marine initialement en difficulté a pu être dégagée puis ramenée en toute sécurité au port de Nouakchott à l'issue de l'opération de sauvetage. Le sort des sept militaires portés disparus demeure toutefois inconnu, alimentant l'inquiétude de leurs proches et de l'opinion publique. Les autorités assurent que tous les moyens nécessaires restent engagés pour retrouver les marins et faire la lumière sur les circonstances exactes de leur disparition.



Déluge meurtrier au Mozambique : Plus de 100 morts enregistrés, la crise humanitaire s'intensifie

Les pluies diluviennes qui s'abattent sur l'Afrique australe depuis plusieurs semaines ont provoqué une catastrophe aux conséquences dramatiques. Au Mozambique, le bilan humain dépasse désormais les 100 morts, tandis que des centaines de milliers de personnes voient leurs conditions de vie brutalement basculer.

Dans de vastes régions du pays, les rivières sont sorties de leur lit, engloutissant habitations, routes et terres agricoles.

À Maputo, les autorités dressent un constat alarmant : des communautés entières sont isolées, privées d'accès à l'eau potable, aux soins et à la nourriture. Les centres d'hébergement d'urgence sont saturés, incapables d'accueillir toutes les familles déplacées par les inondations. Selon Guy Taylor, représentant de l'Unicef au Mozambique, la situation reste critique.

De nombreuses personnes attendent toujours les secours, parfois coupées du monde depuis plusieurs jours. Les enfants, particulièrement

vulnérables, paient un lourd tribut à cette catastrophe. Ceux qui souffrent de malnutrition aiguë sévère ont un besoin immédiat d'aliments thérapeutiques, alors même que les chaînes d'approvisionnement sont perturbées.

Au-delà des destructions matérielles, les inondations font peser une grave menace sanitaire. Le pays faisait déjà face à des foyers de choléra dans plusieurs provinces. Les eaux stagnantes et la contamination des sources d'eau augmentent considérablement le risque de propagation de cette maladie, ainsi



que d'autres infections. Les organisations humanitaires insistent sur l'urgence de fournir de l'eau potable, des soins de santé et des campagnes de vaccination pour éviter une crise sanitaire majeure.

La catastrophe frappe également de plein fouet l'agriculture. D'après le Programme alimentaire mondial (PAM), environ 70 000 hectares de cultures ont été submergés. Dans un pays où la majorité de la population dépend de l'agriculture de subsistance, la destruction des récoltes menace directement la sécurité alimentaire de dizaines, voire de centaines de milliers de personnes.

Alors que la saison des cyclones ne fait que commencer, les inquiétudes grandissent. L'Unicef estime déjà à plus de 430 000 le nombre de personnes affectées, un chiffre qui pourrait encore augmenter si de nouveaux épisodes climatiques violents surviennent.

La solidarité régionale s'organise timidement face à l'ampleur du désastre. L'Afrique du Sud, elle-même touchée par des inondations meurtrières et placée en état de catastrophe nationale, a envoyé des équipes de secours dans le sud du Mozambique. Cette mobilisation fait suite à un incident grave : un véhicule transportant cinq membres d'une

délégation sud-africaine a été emporté par les eaux près de Chokwe.

Dans la région, les eaux commencent à se retirer par endroits, notamment en Afrique du Sud, où les recherches de survivants se poursuivent. Le parc national Kruger, temporairement fermé en raison des crues, s'apprête à rouvrir ses portes. Mais au Mozambique, l'urgence demeure absolue : pour des centaines de milliers de personnes, la décrue n'a pas encore commencé, et la survie quotidienne reste un combat.

Contactez-nous aujourd'hui

Mian Media

✉️ infos@mianmedia.com | ☎️ (+225) 27 22 52 15 43 | ☎️ (+225) 07 14 13 25 74

- Web TV & Production audiovisuelle
- Podcast & Studio multimédia
- Édition & presse
- Conseil en image
- Publicité & Communication
- Relations publiques
- Consulting média
- Stratégie digitale & Médias sociaux
- Événementiel
- Partenariats & Sponsoring



Suivez-nous sur :



Visitez : www.mianmedia.com

Hamaniè

N° 083 - 23/01/2026